

Au comptoir de Chez Pol

**Journal Libération**

*Publié le 4 avril*

## **Le bon gros virage à 180 degrés de Le Pen et Zemmour sur Poutine**

Indiscrétions piquantes, maladresses vaches ou douces confessions: chaque jour, retrouvez les brèves qui auscultent le monde politique.



1

La candidate à la présidentielle du Rassemblement national, Marine Le Pen à Haguenau (Pas-de-Calais), vendredi. (Pascal Bastien/Libération)

par [Chez Pol](#)

publié le 4 avril 2022 à 11h53

**Extrait de *Chez Pol*, notre newsletter politique réservée à nos abonnés: [découvrez-la gratuitement.](#)**

La barbarie de la guerre, illustrée par les images de cadavres de civils ukrainiens jonchant [les rues de Boutcha](#), ont évidemment choqué jusqu'au plus poutinolâtres des politiques français. Parmi eux, Marine Le Pen. Jeudi, sur France 2, la candidate d'extrême droite était claire. A la question de savoir si Poutine pourrait redevenir un

allié de la France si la guerre prenait fin, Le Pen répondait sans ambages : «*Oui, bien entendu.*» Changement de ton, donc, avec les images insoutenables des crimes perpétrés par les soldats russes. Sur Twitter, celle qui allait serrer la pogne à Poutine en 2017 – et se faisait financer par la Russie –, s’est indignée. Et, sans le citer, [a rejeté le président russe](#). «*Les révélations sur les atrocités commises à Boutcha imposent que l’ONU établisse les responsabilités. La Russie, comme tout autre pays, ne devrait réintégrer le concert des nations sans que soient punis les coupables de crimes de guerre établis par la communauté internationale*», a-t-elle écrit. [Même Zemmour](#), qui pourtant rêvait d’un Poutine français, a tourné casaque. «*Les images de la ville de Boutcha révèlent au monde entier des atrocités commises par l’armée russe sur les populations civiles. Nous ne pouvons rester insensibles à ces images. Ces crimes de guerre doivent faire l’objet d’une enquête pour punir les responsables*», écrit le multicondamné.

## Ça n’a pas marché

«*J’ai fait beaucoup de mea culpa*», ose ce lundi Emmanuel Macron. Parmi ceux-ci, celui de n’avoir pas empêché l’extrême droite de continuer à prospérer durant son quinquennat. Au point que la présidentielle 2022 propose sur le plateau un «*tandem*», dixit Macron, de candidats situés tout à droite sur l’échiquier politique, entre Zemmour et Le Pen. «*Je n’ai pas réussi à l’endiguer*», reconnaît donc [sur France Inter](#) le président-candidat qui avait fait de la bataille contre l’extrême droite un des credo de son engagement en 2017. Une mission étrangement menée quand on se souvient que son ministre de l’Intérieur [Gérald Darmanin a qualifié Le Pen de «molle»](#) ou que le Président a accordé une longue interview à *Valeurs actuelles* pour dénoncer, notamment, «*le droit-de-l’hommisme*». Sans oublier le coup de fil passé à Zemmour ou encore les multiples passages de ses ministres sur le plateau de Cyril Hanouna, entre autres signaux ambigus. «*Après, je pense que je n’ai pas, durant ces cinq années, essayé d’esquiver les sujets*», se dédouane-t-il quand même. Et d’assurer que cette progression le dépasse : «*Il y a un grand dérèglement dans nos sociétés, qui crée des peurs. Ceux qui jouent avec les peurs montent.*»

## L’important c’est maintenant

L’espoir fait vivre. Ou survivre à une campagne pour le moins délicate. Soutien d’Anne Hidalgo, le socialiste Patrick Mennucci a tenté de jouer la carte «*rien n’est encore joué*» [sur CNews](#), samedi, à la veille [du grand meeting - réussi - de la candidate PS](#) au Cirque d’Hiver. Pour se rassurer ou se donner des raisons d’y croire encore quand tous les sondages annoncent une bérézina, Mennucci assure que «*bien sûr, elle peut gagner*». Et de développer ce qui lui permet de dire cela : «*30% de sondés ont changé de candidat dans le mois dernier et 47% des Français n’ont pas encore pris leur décision. Et 10% des gens décident dans l’isoloir. Nous sommes dans le money-time.*» Un *money-time* qui n’a jamais aussi bien porté son nom puisqu’en dessous de 5% – ce que lui promettent les sondages –, Hidalgo ne verra pas ses frais de campagne remboursés. «*C’est dans ces moments-là que les efforts doivent être faits*», ajoute l’ex-député de Marseille à seulement six jours du premier

tour, espérant que toutes les planètes s'alignent enfin pour la maire de Paris. Ce qui serait la remontada la plus improbable de l'histoire.

## Miroir miroir

Zemmour en veut beaucoup à Poutine. Au point de lui attribuer sa propre chute dans les sondages. «*Ce que j'ai mal fait, c'est que... Poutine a attaqué l'Ukraine*», regrette le candidat d'extrême droite dans [le Parisien](#). Mais, pour autant, Zemmour assure se regarder souvent dans le miroir pour (tenter de) faire son introspection. Surtout depuis qu'il est crédité de moins de 10% des intentions de vote. «*Je me demande ce que j'ai fait de bien, de pas bien*», raconte-t-il dans le TGV qui le ramène de Marseille samedi. Ce qui l'amène à ce type de raisonnement : la guerre «*importante mais pas existentielle pour les Français*», il ne l'a pas vue venir. C'est ballot. Bon, il n'a pas vu venir non plus la thématique centrale du pouvoir d'achat ou la popularité de Le Pen dont il a parachevé la normalisation. De quoi enrayer sa dynamique, même avant la guerre.

## Jusqu'au bout

S'il n'ambitionne pas de «*carrière de politicien*» car il a «*fait*» la sienne «*en tant que journaliste, écrivain*», Zemmour ne compte pas pour autant s'arrêter là après la présidentielle et retourner à ses activités antérieures. Sur France Info, le candidat maurassien indique qu'il «*continuera le combat*» même en cas d'élimination (très probable) au premier tour dimanche, éludant une question sur sa possible candidature aux législatives et argumentant d'un vague «*la politique, c'est se battre pour que la France reste la France*». Et s'il veut «*continuer*», ce n'est évidemment pas par intérêt personnel mais bien par sens du devoir. «*J'ai un parti de 120 000 adhérents, je sais pas si vous vous rendez compte, c'est le premier parti de France, en quatre mois*», se gargarise le candidat d'extrême droite en avançant des chiffres invérifiables. Puis il ajoute : «*Pour vous donner une idée, le RN est à 20 000 adhérents ; LR, quand ils font pas voter les Chinois et les chiens, ils sont à 80 000 au mieux.*» Une dernière phrase en référence à [l'enquête de Libé](#) sur les adhérents morts, fictifs ou fantoches du congrès LR (et le célèbre «*Douglas*»), mais surtout une énième sortie raciste - mettant des gens et des animaux sur le même plan en raison de leur origine - qui parvient tout de même à nous surprendre après une campagne dont on pensait qu'elle nous avait vaccinés.

## Tu te tais ou je te tais

La guerre en Ukraine est aussi un boulet (moins lourd) dans la campagne de Le Pen. Son porte-parole, Thierry Mariani, ne compte pas l'alléger. La candidate d'extrême droite était bien embarrassée ce lundi sur BFM TV lorsque la journaliste lui a rappelé qu'après le bombardement russe du théâtre de Marioupol, l'eurodéputé ironisait sur une «*opération d'intoxication*» de l'Ukraine. Le Pen évacue : «*Il faudra l'interroger sur ce sujet-là.*» Avant de souligner qu'elle-même est en faveur d'une enquête de l'ONU. Et de le recadrer : «*Dans une campagne, et Thierry Mariani qui a été ministre*

*le sait bien, on n'évoque pas les sujets internationaux parce que ça relève du président de la République, et du président du mouvement.» Et de pointer : «Mariani le sait.» Interrogée sur la même chaîne fin mars, la candidate du RN avait indiqué qu'elle n'en ferait pas son ministre des Affaires étrangères si elle était élue... même s'il pourrait trouver sa place dans son gouvernement. Si Le Pen assure ce lundi en riant que «ce sont des affaires internes», elle reconnaît que la journaliste a «raison» en disant que la voix de son porte-parole porte forcément. «Mais j'ai une parole moi également.» Ouf ?*

Dans la même rubrique

## **Sprint final**

# **Réforme des retraites, affaire McKinsey, sanctions contre la Russie... Ce qu'il faut retenir de l'interview d'Emmanuel Macron de ce lundi matin**

4

---

Publié le 4 avril 2022

Après un meeting à La Défense samedi, Emmanuel Macron était interrogé lors de la matinale de France Inter ce lundi, à l'entame de cette dernière semaine de campagne avant le premier tour de l'élection présidentielle dimanche.



Le président-candidat Emmanuel Macron dans le studio de France Inter ce lundi matin. (Ludovic Marin/AFP)

5

par [LIBERATION](#)

publié le 4 avril 2022 à 12h10

Samedi, sa première heure de discours à l’Arena de La Défense [était orientée à gauche toute](#), allant même jusqu’à piquer des éléments de langage au Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). Ce lundi matin, rebelote. Emmanuel Macron, invité de la matinale de France Inter, a fait des appels du pied aux profs. Et plus largement, le candidat-président a balayé les sujets brûlants de cette dernière semaine de campagne avant le premier tour de la présidentielle. Passage en revue des moments clés de l’interview.

## Sur l’affaire McKinsey

Interrogé sur le recours de l’Etat français aux cabinets de conseil privés, le président-candidat a tant bien que mal essayé de se sortir de [ce débat brûlant de fin de campagne](#). Il souligne d’abord que *«le président de la République n’intervient pas dans ces contrats. Ils sont passés dans le cadre des marchés publics»*. Emmanuel Macron avance ensuite trois axes de défense : *«Ces dépenses ont baissé en 2022, elles étaient beaucoup plus importantes il y a dix ans et on consomme beaucoup moins que nos voisins.»* Toutefois, le chef de l’Etat a fini par admettre que si *«certains contrats ont été mal passés, il faudra qu’ils soient*

sanctionnés par des parlementaires ou des juges». Et de marteler : «S'il y a des abus, il faut qu'ils soient sanctionnés».

## Sur la Russie

[Au 40e jour de l'invasion russe](#) et alors que les réactions internationales de colère se multiplient au lendemain de la découverte d'innombrables cadavres de civils dans le sillage du retrait de l'armée russe de la région de Kyiv, Emmanuel Macron a fait savoir ce lundi sur France Inter qu'il était «favorable à ce qu'il y ait un nouveau train de sanctions. On ne peut pas laisser passer. Avec ce qui est en train de se passer à Marioupol, il faut qu'on envoie le signal que c'est notre dignité collective et nos valeurs qu'il faut défendre». Indiquant que «tout pointe» vers des crimes commis par l'armée de Vladimir Poutine, notamment à Boutcha, il conclut qu'«il n'y aura pas de paix sans justice».

## Sur les retraites

Côté politique intérieure, Emmanuel Macron a poursuivi sa défense d'une [réforme des retraites](#) pour que l'âge légal de départ soit reculé à 65 ans, assurant : «Tous ceux qui disent qu'on peut maintenir les choses comme elles sont mentent.» Selon lui, «le système est déficitaire» et c'est ce qui le pousse à contraindre les Français à «travailler plus longtemps». Le président de la République a toutefois promis qu'il «n'abandonn[ait] pas» sa grande réforme, qu'il veut faire «dès le début d'un nouveau mandat». En 2017, il promettait non pas de repousser l'âge de départ à la retraite mais de mettre en place un système universel. En 2019, le Premier ministre Edouard Philippe, plaidant l'équilibre du système, glissait dans le projet [un âge pivot](#) qui ressemblait à un recul de l'âge de départ déguisé. Le chef de l'Etat, confronté à un mouvement de grève monstre puis à la pandémie de Covid-19, finissait par renoncer. Aujourd'hui, Macron promet toujours : «Le système universel reste le meilleur.»

## Sur la Corse

Le président de la République a également appelé à un retour au calme en Corse après [une nouvelle journée de violences](#). Des violences qu'il juge «inacceptables». L'île connaissait depuis quelques jours un peu de répit alors qu'elle est secouée par une vague de contestation en réaction à l'agression mortelle d'Yvan Colonna, le 2 mars à la prison d'Arles. Il a par ailleurs durci le ton par rapport [au 15 mars, lorsque son ministre de l'Intérieur](#), Gérald Darmanin, offrait en guise de main tendue aux contestataires corses cette déclaration : «Nous sommes prêts à aller jusqu'à l'autonomie.» «L'autonomie n'est pas l'indépendance et n'est pas un objectif en soi», a ainsi averti Emmanuel Macron. Un retour à son discours de 2018, beaucoup plus ferme à l'égard des dirigeants nationalistes que [celui de sa](#)

[campagne de 2017](#). Et qui avait précisément corsé ses relations avec la majorité insulaire.

## Sur l'extrême droite

Un aveu d'impuissance ? Sur France Inter ce lundi matin, le chef de l'Etat a été interrogé sur [la montée de l'extrême droite](#). «*Je n'ai pas réussi à l'endiguer*», concède-t-il, alors que la candidate du Rassemblement national, Marine Le Pen, est donnée autour de 20 % dans les sondages pour le premier tour de la présidentielle - et à 47 % au second, selon la dernière étude Ipsos-Sopra Steria. Si l'actuel locataire de l'Élysée veut bien prendre la part «*qui est la [s]ienne*» dans la progression de l'extrême droite, il n'entend pas pour autant faire de mea culpa : «*Je sais qu'on adore toujours faire dire à un président de la République qu'il a des échecs [...]. Après, je pense que je n'ai pas, durant ces cinq années, essayé d'esquiver les sujets.*» Selon le président-candidat, «*nos sociétés*» font face à un «*grand dérèglement*», sanitaire, écologique, des «*consciences*» lié aux réseaux sociaux, etc. «*Tout ça crée dans nos sociétés des peurs, avance Macron. Ceux qui jouent avec les peurs montent. Et donc je n'ai pas réussi à l'endiguer.*»

## Sur l'apprentissage

Sur le front de l'apprentissage, Emmanuel Macron interrompt les journalistes de France Inter qui le questionnent pour tordre le cou à «*une fake news*» dont il accuse le candidat insoumis. Lors de [son meeting à Toulouse, Jean-Luc Mélenchon](#) a assuré que le président de la République voulait «*envoyer un gamin de 12 ans en apprentissage*». «*Je n'ai jamais voulu mettre l'apprentissage à 12 ans. Ce que je veux, c'est que des professionnels puissent venir expliquer leur métier dans les collèges. Et je veux aussi faire une grande réforme du lycée professionnel*», rétorque le président-candidat. Mais le fait notable est surtout qu'il cite nommément un adversaire, rarissime pour le chef de l'Etat au cours de cette campagne.